

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative
Place du général Bonet - CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VISSERIAS ASSAINISSEMENT

Le Bourg
61200 Écouché-les-Vallées

Références : 61 / 2024 - 118
Code AIOT : 0005302802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement VISSERIAS ASSAINISSEMENT implanté Chemin rural n° 3 dit de la Croix Percée 61200 Écouché-les-Vallées. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été informée d'un dépotage de déchets en dehors des installations de regroupement d'Écouché les Vallées.
Cette inspection est inopinée et réactive.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VISSERIAS ASSAINISSEMENT
- Chemin rural n° 3 dit de la Croix Percée 61200 Écouché-les-Vallées

- Code AIOT : 0005302802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La plate-forme d'Ecouché les Vallées est utilisée pour le transit et le regroupement de déchets collectés par la société Visserias Assainissement, et les autres sociétés gérées par M. Piraud : LJME, Jan, Ecodis, Sanor, Gaurit, JBA et Lecorps services. Toutes ces sociétés sont regroupées sous une même appellation commerciale AEOS.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 14 août 2000, complété à plusieurs reprises.

Trois types de déchets sont réceptionnés sur le site d'Ecouché les Vallées :

- déchets non dangereux d'assainissement, correspondant aux matières de vidange des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- déchets dangereux d'assainissement, correspondant aux matières pompées dans les séparateurs d'hydrocarbures, les bassins industriels, etc. ;
- déchets industriels dangereux.

La société est déclarée auprès de la préfecture de la Mayenne pour les activités de transport de déchets dangereux et non dangereux. Elle dispose également d'un arrêté préfectoral d'agrément du 22 mars 2022 pour ses activités de collecte de matières de vidange d'installations d'assainissement non collectif.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a été informée d'un dépôt de déchets par la société Visserias Assainissement au sein d'une installation agricole voisine. Une inspection réactive est donc diligentée le 31 mai afin de faire un point de situation des stocks de déchets présents sur le site d'Ecouché les Vallées et de solliciter les éléments de traçabilité relatifs aux activités de la semaine, soit du 27 au 31 mai 2024.

Par courriels du 6 juin et du 9 juillet 2024, l'exploitant a transmis :

- le registre des déchets ayant transité par la plate-forme (entrées + sorties),
- le registre de transport de la société Visserias Assainissement,
- les agendas des chauffeurs,
- les bons de travaux de la semaine et les bordereaux de suivi de déchets associés (déchets entrants),
- les bordereaux de suivi de déchets des déchets sortants pour la semaine,
- les caractéristiques des véhicules,
- un courrier au sujet de la gestion des boues de la station de Giel-Couteilles le 27 mai 2024.

L'exploitant a également transmis à la gendarmerie les enregistrements des vidéos de surveillance du lundi 27 mai au jeudi 31 mai 2024.

Les constats faits dans le cadre de ce rapport constituent une première analyse des documents précités communiqués.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 19/05/2021, article 1.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Déchets autorisés	AP Complémentaire du 25/04/2023, article 9.2.1.	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription, Amende	1 mois
3	Registre des déchets	AP Complémentaire du 19/05/2021, article 9.1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Déchets entrants autorisés et contrôlés	Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 9.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée réactive a permis de confirmer le signalement et de constater les non-conformités majeures suivantes :

- la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT a déposé des boues de station d'épuration collective directement chez un agriculteur, sans y être autorisée, en vue d'un épandage qui n'est pas autorisé dans le cadre du plan d'épandage instruit. Ces boues apparaissant par ailleurs dans le registre du site comme ayant transité par la plate-forme alors que la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT n'est pas autorisée à les réceptionner au sein de ses installations d'Ecouché les Vallées ;
- l'organisation mise en place par l'exploitant ne permet pas d'assurer une traçabilité rigoureuse des déchets collectés. Ainsi, par exemple, le format des registres transmis (déchets transportés et déchets entrants/sortant de la plate-forme de transit) ne respecte pas le standard réglementaire, des incohérences entre les différents documents consultés ont été relevées, l'ensemble des documents associés au dépotage de déchets ayant fait l'objet d'un bordereau dans TrackDéchets n'a pas été transmis, une collecte de déchets dangereux a fait l'objet d'un bordereau inapproprié et n'a pas été versée dans l'application TrackDéchets, la pesée des déchets n'apparaît pas systématique.

Il est donc proposé un projet d'arrêté de mise en demeure, assorti d'une amende administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/05/2021, article 1.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Bilan des stocks - Etat des installations

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des Installations Classées et connexes, est organisé en plusieurs zones définies comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone de réception et décantation des matières de vidange et eaux hydrocarburées comprenant une aire de dépotage, 2 fosses pour les matières de vidange non dangereuses de 50 m³ chacune et une fosse de 30 t pour les déchets hydrocarburés et une zone attenante de réception des déchets pâteux (boues et sables de curage), comprenant un bâtiment de séchage (2 cases de 25 m³ pour les déchets non dangereux et une case de 15 m³ soit 30 t pour les déchets dangereux) avec aire de dépotage dédiée, - une zone de chargement des déchets liquides hydrocarburés à évacuer, comprenant une aire d'empotage et une fosse couverte de regroupement des déchets liquides hydrocarburés (de 30 m³ soit 30 t), - une aire de chargement des déchets épandables comprenant une aire d'empotage et 2 fosses intégralement couvertes de stockage de matières décantées de vidange de 1000 m³ chacune, ainsi qu'une cuve à graisses organiques de 30 m³, - une zone de transit des déchets dangereux autres que les eaux hydrocarburées, comprenant une aire de dépotage/empotage, 4 cuves aériennes horizontales de stockage (3 de 30 t et une non utilisée) sur bac de rétention, un appentis d'entreposage de transicuves vides et d'une fosse couverte de récupération des eaux de lavage des véhicules (de 10 tonnes).
<p>Constats :</p> <p>Une vérification des quantités maximales de déchets autorisées sur le site a été réalisée. La visite ne met pas en évidence de non-respect des quantités maximales de déchets autorisées sur le site. Il a été noté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fosse de réception des matières de vidange était presque pleine ; • le regard de récupération des eaux de ruissellement de la plate-forme située devant les fosses de séchage était bouché ; • les travaux d'installation du portail d'entrée étaient en cours.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder au débouchage du regard précité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Déchets autorisés

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/04/2023, article 9.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets autorisés sur le site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.2.1.1 - Déchets acceptés Les déchets acceptés sur le site appartiennent à la liste définie suivante, établie selon les codes de la nomenclature déchets : [...]</p>

- Déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets : 19 02 07*,
- Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des graisses et huiles alimentaires : 19 08 09 [...]

19xxxx : Déchets provenant des installations de gestion de déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation de l'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel

Article 5.1.8.1 - Conditions générales - Principes généraux

Les déchets ou effluents à épandre sont constitués exclusivement des matières de vidange décantées pompées dans l'une des 2 fosses de 1000 m³. [...]

En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :- VISSERIAS ASSAINISSEMENT et le prestataire unique réalisant les opérations d'épandage ;- VISSERIAS ASSAINISSEMENT et les agriculteurs exploitant les terrains épandus. Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée. Ils sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées. [...]

Chapitre 1.5 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

Dossier de porter à connaissance du 30 juin 2022 auquel est joint une mise à jour du plan d'épandage des matières de vidange (rapport Néodyme Breitz n°R22029/a.a de juin 2022) : « Origine des matières de vidange : les matières de vidange sont issues de l'activité de vidange de fosses toutes eaux, bacs à graisse, puisards et fosses septiques d'assainissement non collectifs situés dans les départements de l'Orne et du Calvados ».

Constats :

Par courrier du 6 juin 2024, la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT indique que les 35 m³ de boues de station d'épuration collective de la commune de Giel-Courteilles pompées le 27 mai 2024 (bordereau n°4788) ont été directement dépotées chez un agriculteur voisin, à l'adresse suivante : 1, impasse du Jonquet Fontenay sur Orne à Ecouché les Vallées, en raison de « l'aspect épais du déchet » qui aurait obstrué le dégrilleur de la fosse de réception. Il indique qu'une convention d'épandage a été signée avec cet exploitant agricole. Cette situation est cohérente avec le signalement reçu.

Pour autant, le registre de déchets entrants sur la plate-forme fait apparaître les boues de la station comme ayant transité par la plate-forme (voir point de contrôle n°3).

Cette situation met en évidence plusieurs non-conformités :

- la société VISSERIAS n'est pas autorisée à recevoir sur le site des boues de station d'épuration. En effet, ces boues relèvent du code 190805 "Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines", qui ne figure pas dans la liste des déchets acceptés figurant à l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 25 avril 2018 ;
- le stockage de boues de station d'épuration chez l'agriculteur n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société VISSERIAS, qui ne prévoit aucun stockage déporté de déchets ;
- ces boues ont été déposées dans une "fumière" servant à stocker des fumiers / lisiers associée à l'activité d'élevage de l'agriculteur. Le mélange des boues avec d'autres type de déchets n'est pas autorisé en application des dispositions de l'article L. 541-21-I du code de l'environnement ;
- les effluents à épandre doivent transiter par les fosses de stockage de 1000 m³ de la société VISSERIAS ;
- le plan d'épandage établi avec l'agriculteur ne prévoit pas la réception de boues de station

<p>d'épuration collective ;</p> <p>- la collecte de matières de vidange d'installations collectives n'est pas autorisée par l'arrêté préfectoral portant agrément pour l'activité des vidanges et la prise en charge du transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (agrément Vidangeur n° 61-2021-00573).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les boues de la station d'épuration de Giel-Courteilles, si elles ne sont pas déjà épandues, doivent être reprises et suivre une filière de traitement de déchets autorisée. Les justificatifs seront transmis. A défaut, les conditions d'épandage seront précisées.</p> <p>L'exploitant doit cesser immédiatement toute livraison directe de déchets chez les agriculteurs avec lesquels il dispose d'une convention d'épandage, ne prévoyant pas ce type de déchet.</p> <p>La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT doit cesser toute réception de déchets non autorisée au sein de ses installations d'Ecouché les Vallées (notamment les boues de la station d'épuration de la commune de Giel-Couteilles et plus généralement de boues de station d'épuration collective).</p> <p>L'exploitant doit justifier des démarches engagées en ce sens.</p> <p>Cette situation interroge sur la suffisance de la capacité de la fosse de réception de matières de vidange au regard des collectes de déchets effectuées. En effet, il a été constaté que la fosse était pleine lors de la visite des installations (voir point de contrôle n°1).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription, Amende</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Registre des déchets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/05/2021, article 9.1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets entrants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.1.2.1 - Registre de déchets entrants</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au chapitre 2.6. Le registre des déchets entrants contient les informations prévues à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant s'est acquitté de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets prévu à l'article R.541-43 du code de l'environnement, il n'a plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre des déchets entrants. Les données présentes dans le registre national des déchets lui demeurent accessibles, de façon à ce qu'il puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>Par ailleurs la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT, en tant que transporteur de déchets, doit également tenir un registre conforme aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31</p>

mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Constats :

S'agissant des déchets non dangereux, l'exploitation des documents transmis par l'exploitant le 6 juin et le 7 juillet 2024 met en évidence :

- le registre des déchets entrants sur le site ne comprend pas l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé ;
- des incohérences entre les différents documents remis ont été relevées :

- bon de travaux 61-20616 : les 35 m³ de boues provenant de la station d'épuration de Giel-Couteilles apparaissent dans le registre des déchets entrants sur la plate-forme de transit, alors qu'elles ont été directement déposées chez un agriculteur voisin,
- bon de travaux 61-20427 : vidange de séparateur à hydrocarbures (3 m³), un bordereau de matières de vidange a été utilisé alors qu'il s'agit d'un déchet dangereux, apparaît bien dans le registre des déchets entrants de la plate-forme mais n'apparaît pas dans TrackDéchets,
- bon de travaux 61-20611 : vidange de séparateur à hydrocarbures (0,2 m³ de boues non hydrocarbures + 1 m³ d'eaux souillées), des incohérences de volumes déclarés = figure dans TrackDéchets (1,1 m³), figure dans le registre des déchets entrants de la plate-forme (1 m³), figure dans le registre des déchets transportés (0,2 m³ seulement),
- bon de travaux 61-20613 : curage d'un réseau d'eaux pluviales avec récupération de 1 m³ de boues de terre, ces déchets n'apparaissent pas dans le registre de la plate-forme, ni dans le registre des déchets transportés,
- bon de travaux 53-075677 : pompage de piste (10.5 m³), vidange de séparateur à hydrocarbures (3 m³) et vidange de bac à graisse, seuls les 3 m³ apparaissent dans le registre des déchets entrants de la plate-forme,
- bon de travaux 61-20619 : curage d'un réseau d'eaux pluviales et nettoyage de caniveaux avec récupération de 0,8 m³ d'eaux souillées et 0,2 m³ de graviers, ces déchets n'apparaissent pas dans le registre des déchets entrants de la plate-forme, ni dans le registre des déchets transportés ni dans TrackDéchets,
- bon de travaux 61-20615 : vidange de 2 fosses de matières de vidange (3 + 3 m³), le registre de la plate-forme fait apparaître 3 m³ seulement,

- les plannings des chauffeurs font état de nombreuses interventions (des débouchages, des vidanges de fosse, des nettoyages de canalisation, des curages de réseaux, etc.) pour lesquels aucun bon de travaux n'a été transmis : M. B. le 28/5 (2 interventions 7h30-8h30 et 8h45-10h15), M. C. le 30/5 (2 interventions 15h-16h30, 18h-?), M. C. le 31/5 (1 intervention 16h17h45), M. B. le 31/5 (3 interventions 9h-10h30, 10h30-12h, 13h30-15h).

S'agissant des déchets dangereux, les documents transmis ont été comparés aux données déclarées dans le registre électronique des déchets dangereux sur TrackDéchets. Il ressort les constats suivants :

- sur les 18 bordereaux de suivi de déchets figurant dans TrackDéchets, qui correspondent à des expéditions réalisées du 27 au 31 mai 2024 avec réception sur le site d'Ecouché les Vallées, seulement 10 ont été transmis accompagnés des bons de travaux associés ;
- le bon de travaux n°61-20427 concerne une vidange de séparateur à hydrocarbures pour lequel un bordereau de matières de vidanges a été utilisé ;

- le bordereau n° BSD-20240528-ZN53Q5A0J correspondant à la collecte d'eaux souillées par des hydrocarbures (1,5 T) le 31 mai fait état dans TrackDéchets (bordereau non transmis) d'une livraison sur le site Vissérias d'Ecouché les Vallées. Or, le planning du chauffeur fait état d'une livraison sur un autre site.

Ces constats mettent en évidence une organisation défaillante dans la gestion de la traçabilité des déchets pris en charge.

L'exploitant indique que le registre des déchets transportés sera modifié à compter du 1er août 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- justifier des opérations réalisées sur les déchets pris en charge dans le cadre des bons de travaux précités, et apporter les corrections éventuelles sur les documents de traçabilité (bordereaux, registres),
- transmettre les bons de travaux et les différents bordereaux associés figurant dans TrackDéchets et dans les plannings des chauffeurs associés à une activité en lien avec le site d'Ecouché les Vallées durant la semaine du 27 au 31 mai, ou justifier que ces opérations n'ont pas été réalisées,
- justifier du lieu de dépotage des déchets associés au bordereau n° BSD-20240528-ZN53Q5A0J.

L'exploitant doit mettre en place un registre des déchets entrant et sortant de la plateforme ainsi qu'un registre des déchets transportés conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé, en application des dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement. Il doit également mettre en place une organisation rigoureuse associée permettant d'avoir la maîtrise des déchets collectés transitant par le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déchets entrants autorisés et contrôlés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2018, article 9.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pesée des déchets

Prescription contrôlée :

Article 9.1.1 - Déchets entrants autorisés et contrôlés

[...]L'établissement est équipé d'un moyen de pesée (pont bascule) ou une convention est établie avec un prestataire disposant d'un tel équipement, afin que chaque apport de déchets fasse l'objet d'un mesurage. Dans les 2 cas, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les éléments permettant de justifier du bon étalonnage de l'instrument de pesée. Dans tous les cas, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de matières qu'il apporte.

Constats :

Aucun pont bascule n'est présent sur le site. L'exploitant utilise le pont bascule d'un site voisin. L'examen des bordereaux de suivi de déchets examinés et du bilan disponible dans l'application TrackDéchets met en évidence qu'une pesée des déchets dangereux n'est pas systématique. Il

<p>apparaît que des pesées sont effectuées chez le producteur du déchets ou par ailleurs. Toutefois, plusieurs bordereaux font apparaître une estimation en volume (m³), convertie en tonne dans le BSDD et non confirmée en pesée réelle au sein de la case 10 des bordereaux transmis (réception à l'installation de destination).</p> <p>Ainsi, les déchets faisant l'objet des BSDD suivants ne semblent pas avoir été pesés : BSD-20240603-S54VBPSN0, BSD-20240612-5AD6YHQJS, BSD-20240612-YNRRZT5Z9, BSD-20240529-N8FZXHYRMG, BSD-20240531-8JVZ8S9MQ, BSD-20240529-ATN806PDP et BSD-20240530-7F4CKTHPY.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la pesée des déchets précités et préciser son organisation afin d'assurer une pesée systématique de tous les déchets réceptionnés sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ", Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il ressort de l'examen des documents remis par la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT qu'une vidange de séparateur à hydrocarbures a été réalisée le 28 mai 2024 (BT n°61-20427), pour un volume estimé à 3 m³. Le bordereau de suivi de déchets utilisé est un bordereau de matières de vidanges, qui n'est pas approprié. Cette collecte de déchets dangereux n'est pas tracée dans l'application TrackDéchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit régulariser cette situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

